

IRRESPONSABLE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

ELECTION CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AU 10/12 2020



RSE À LA POSTE

La démarche Responsabilité Sociale et Environnementale de La Poste repose sur une large communication vantant sans relâche les vertus de l'opérateur public. Couvert de lauriers émanant d'agences de notation, évaluateurs et autres groupes « d'influenceurs du climat », le groupe La Poste serait un parangon de vertus sociale et environnementale. On n'a pas besoin de gratter beaucoup ce vernis bien luisant pour réaliser que la stratégie des dirigeants du premier service public de proximité n'est ni sociale, ni sociétale, ni écologique.

UN CARNET DE BAL BIEN REMPLI

Le groupe La Poste a bien fait le tour des think-tank et autres cercles patronaux prompts à s'auto congratuler et à s'attribuer des lauriers, awards, leader platinum et autres statuettes qui ornent les bureaux des patrons. Ecovadis, Vigeo, Com climat de la FBF, Tech and trust, etc... Le groupe a son strapontin dans chacun de ces cercles.

APRÈS MA FRENCH BANK, MA GREEN BANK ?

Coté banque on pourra citer l'adhésion à la Commission climat de la Fédération Bancaire Française, récemment épinglée par l'ONG OXFAM qui a publié un rapport à charge sur les investissements des banques françaises dans les énergies fossiles. Ces stratégies de placement, certes juteuses à court terme, constituent en fait une réelle entrave aux objectifs de baisse de la température globale. La FBF s'est défendue en arguant de divergences de vue sur la façon de mesurer les choses.

On a vu ce que pouvaient donner les divergences sur l'appréciation des risques bancaires lors de la crise des subprimes de 2008!

Le fait que LBP adhère à cet organisme de verdissement bancaire est révélateur de la frénésie de caniche de ses dirigeants pour rejoindre la meute des grandes banques.

LA POSTE LA PLUS CLEAN DU MONDE, C'EST NOS AMIS QUI LE DISENT !

Parfois, la com RSE en fait trop, on prendra l'exemple de la meilleure note de toutes les postes du monde attribuée au groupe La Poste par l'agence VIGEO. Rappelons tout d'abord que les audits de VIGEO se font sur demande et que ce n'est pas gratuit. Après, sur la probité de Vigeo, longtemps présidée par Nicole Notat qui fit tant pour nos retraites quand elle dirigeait la CFDT, rappelons que la boîte est détenue en majorité par l'agence de notation financière Moody's. Une super référence que cette agence qui avait attribué des triple A à 75% des produits financiers subprimes qui ne valaient pas tripette (cf Financial Crisis Inquiry Commission). C'est tellement plus sympa de s'entendre avec des gens à l'écoute !

LA NEUTRALITÉ CARBONE, KESAKO ?

La com RSE de La Poste nous serine régulièrement cette neutralité carbone acquise depuis 2012, mais ça signifie quoi au juste ? C'est tout simplement un droit à polluer dont s'acquittent les entreprises en mal de verdissement institutionnel. Pour compenser les émissions de CO2, on achète des quotas sur les marchés existants sous forme de produits financiers. On ne sait au juste pour quelle somme, les questions de nos administrateurs restent lettre morte. Des questions importantes car le système a ses limites, par exem-



Fédération des activités postales et de télécommunication

25/27 rue des envierges 75020 Paris tel 01 44 62 12 00 - fax 01 44 62 12 34
mail sudptt@sudptt.fr www.sudptt.org

ple il peut s'agir de « séquestrer » le CO2 dans des cavités souterraines, ou encore de planter des forêts commercialisées comme « puits de carbone » qu'on brûlera plus tard.. Le capitalisme est si astucieux !

EN DIRECT DES POTS D'ÉCHAPPEMENT

La Poste aime à réécrire l'histoire en se targuant d'une baisse drastique de ses émissions carbone. Or comment expliquer qu'avec des volumes de courrier divisés par 2 on passe de 1,4 milliard de km parcourus en

2009 à 2,8 milliards en 2019 ? (*rapports RSE La Poste*) Du simple au double, les fermetures massives de structures de tri local ont provoqué une inflation des trajets aberrants qui voient des plis parcourir des centaines de km pour traverser une rue. Il en va de même pour les colis qui sont concentrés dans des plateformes géantes situées à des kilomètres des cités. N'oublions pas les réorganisations qui obligent les collègues et les usager-es à parcourir des dizaines de km pour rejoindre leur taf ou un bureau de poste.



ANTI-SOCIAL, TU PERDS TON EMPLOI...

L'autosatisfaction du groupe atteint des sommets quand il s'agit d'aborder les questions sociales. Régulièrement les élu-es *Sud* interviennent au conseil d'administration sur les données hallucinantes en matière sociale. Des records, avec pour la maison mère plus de 21 000 départs non remplacés depuis 2015 alors que pendant la même période le groupe touchait 1,2 milliard de CICE. Quand aux indicateurs de santé (accidentologie, maladie) ils restent bien au dessus de la moyenne des entreprises françaises.

CRITIQUER, OUI, MAIS QU'EST CE QUE *Sud* PROPOSE ?

SUR L'EMPLOI, commençons par le remplacement de tous les départs par des emplois pérennes, La Poste se vante en effet de créer plus de 460 000 emplois indirects. Parmi ceux ci, il y a bien sur la masse des sous-traitants, forcés du colis express chez Colissimo, Chronopost ou DPD, embauchons les !

SUR L'ENVIRONNEMENT, Depuis longtemps nous soutenons un projet qui ne repose pas sur le tout routier, le courrier aérien avec 300 000 km par an devait disparaître au profit du rail avec des TGV postaux roulant la nuit. Depuis ce projet datant de 2006, les gouvernements, La Poste et la SNCF ont bloqué cette transition, il n'est pas trop tard ! Il faudra évidemment revoir le schéma industriel et logistique aberrant que les technocrates de la branche courrier colis ne cessent de faire évoluer. Idem pour l'accès aux centres villes à l'heure du e-commerce avec les engorgements provoqués par la noria de camions qui viennent des zones industrielles périphériques. A l'origine, les colis arrivaient sur rail dans les gares, au cœur des villes, avec des livraisons en partant des gares. Voilà une solution plus propre que nous portons.

SUR LES ENJEUX DE LA DÉMATÉRIALISATION La réouverture des bureaux de poste de plein exercice doit permettre le plein accès aux opérations dématérialisées unilatéralement par les services de l'Etat et autres opérateurs publics ou de services d'intérêt général. De même le tiers de confiance qui est symbolisé par la confidentialité des courriers physiques doit l'être pour toutes les activités d'intérêt général de La Poste.

SUR LA COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE Là encore, le réseau des bureaux de poste, le face à face entre usager-es et postier-es, restent indispensables, surtout dans la période de crise que nous connaissons. Les besoins des collectivités doivent passer avant les algorithmes de la Banque Postale. C'est possible en donnant un pouvoir délibératif à des commissions de présence postales élargies aux représentants de la société civile et des salarié-es de la poste.

On a une occasion d'envoyer un message clair aux patrons du groupe, à leurs actionnaires, à la collectivité: La Poste peut et doit vraiment jouer le jeu du social et de l'environnement, c'est sa vocation première !

il faut s'engager et ça commence du 7 au 10 décembre par un clic sur la liste *Sud* aux élections du conseil d'administration de La Poste !